



CHAPITRE 18

Loi concernant la Sûreté provinciale du Québec

[Sanctionnée le 27 avril 1961]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 47,
remp.

1. Le chapitre 47 des Statuts refondus, 1941, est remplacé par le suivant:

"CHAPITRE 47

"LOI CONCERNANT LA SÛRETÉ PROVINCIALE DU QUÉBEC

Titre
abrégé.

"1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi de la Sûreté provinciale*.

"Dispositions interprétatives

Interpré-
tation:

"2. Dans la présente loi, les expressions suivantes désignent:

"Sûreté"; a) "Sûreté": la Sûreté provinciale du Québec constituée en vertu de l'article 3;

"directeur
général";

b) "directeur général": l'officier mentionné au paragraphe 1^o de l'article 9 et nommé, en vertu de l'article 10, Directeur général de la Sûreté provinciale;

"officiers
de la Sû-
reté";

c) "officiers de la Sûreté": les membres de la Sûreté mentionnés aux paragraphes 1^o, 2^o, 3^o et 4^o de l'article 9;

"sous-offi-
ciers de la
Sûreté";

d) "sous-officiers de la Sûreté": les membres de la Sûreté mentionnés au paragraphe 5^o de l'article 9;

CHAPTER 18

An Act respecting the Quebec Provincial Police Force

[Assented to 27th April 1961]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Chapter 47 of the Revised Statutes, R.S., 1941, is replaced by the following: c. 47, replaced.

"CHAPTER 47

"AN ACT RESPECTING THE QUEBEC PROVINCIAL POLICE FORCE

"1. This act may be cited as the *Provincial Police Force Act*. Short title.

"Interpretative provisions

"2. In this act, the following expressions shall mean: Interpretation:

a. "Police Force": the Quebec Provincial Police Force established under section 3; "Police Force";

b. "director-general": the officer mentioned in paragraph 1 of section 9 and appointed Director-General of the Provincial Police Force under section 10; "director-general";

c. "officers of the Police Force": the members of the Police Force mentioned in paragraphs 1, 2, 3 and 4 of section 9; "officers of the Police Force";

d. "non-commissioned officers of the Police Force": the members of the Police Force mentioned in paragraph 5 of section 9; "non-commissioned officers of the Police Force";

"membres de la Sûreté"; e) "membres de la Sûreté": les titulaires des fonctions mentionnées à l'article 9;
 "fonctionnaires de la Sûreté"; f) "fonctionnaires de la Sûreté": les fonctionnaires nommés en vertu de l'article 13.

"La Sûreté provinciale"

Corps de police constitué. "3. Un corps de police est constitué dans la province sous le nom de la *Sûreté provinciale du Québec*.

Devoirs. "4. La Sûreté est chargée

- a) du maintien de la paix, de l'ordre et de la sécurité publique dans la province;
- b) de la prévention et de la recherche des infractions criminelles et des contraventions aux lois de la province.

"Division territoriale de la Sûreté"

Deux divisions. "5. Pour l'exercice des fonctions de la Sûreté, la province est partagée en deux divisions de police:

a) la division de police de Montréal, avec bureau dans la cité de Montréal, comprenant le territoire des districts électoraux de Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Argenteuil, Arthabaska, Bagot, Beauharnois, Berthier, Bourget, Brome, Chambly, Champlain, Châteauguay, Compton, Deux-Montagnes, Drummond, Frontenac, Gatineau, Hull, Huntingdon, Iberville, Jacques-Cartier, Joliette, Labelle, L'Assomption, Laval, Laviolette, Maisonneuve, Maskinongé, Mégantic, Missisquoi, Montcalm, Montréal-Jeanne-Mance, Montréal-Laurier, Montréal-Mercier, Montréal-Notre-Dame-de-Grâce, Montréal-Outremont, Montréal-Sainte-Anne, Montréal-Saint-Henri, Montréal-Saint-Jacques, Montréal-Saint-Louis, Montréal-Sainte-Marie, Montréal-Verdun, Napierville-Laprairie, Nicolet, Papineau, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Rouyn-Noranda, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Saint-Maurice, Shefford, Sherbrooke, Stanstead, Témiscamingue, Terrebonne, Trois-Rivières, Vaudreuil-Soulanges, Verchères, Westmount-St-George, Wolfe, Yamaska;

b) la division de police de Québec, avec bureau dans la cité de Québec, compre-

e. "members of the Police Force": the persons holding the appointments mentioned in section 9;
 f. "functionaries of the Police Force": the functionaries appointed under section 13.

"Provincial Police Force"

"3. A police force is constituted in the Province under the name of the *Quebec Provincial Police Force*.

"4. The Police Force shall be charged with:

- a. the maintenance of peace, order and public safety in the Province;
- b. the prevention and investigation of criminal offences and of violations of the laws of the Province.

"Territorial division of Police Force"

"5. For the carrying on of the duties of the Police Force, the Province shall be divided into two police divisions:

a. the police division of Montreal, with office in the city of Montreal, comprising the territory of the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West, Argenteuil, Arthabaska, Bagot, Beauharnois, Berthier, Bourget, Brome, Chambly, Champlain, Châteauguay, Compton, Two Mountains (*Deux-Montagnes*), Drummond, Frontenac, Gatineau, Hull, Huntingdon, Iberville, Jacques-Cartier, Joliette, Labelle, L'Assomption, Laval, Laviolette, Maisonneuve, Maskinongé, Mégantic, Missisquoi, Montcalm, Montreal-Jeanne-Mance, Montreal-Laurier, Montreal-Mercier, Montreal-Notre-Dame-de-Grâce, Montreal-Outremont, Montreal-St. Anne, Montreal-St. Henry, Montreal-St. James, Montreal-Saint-Louis, Montreal-St. Mary's, Montreal-Verdun, Napierville-Laprairie, Nicolet, Papineau, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Rouyn-Noranda, St. Hyacinthe, St. John's, St. Maurice, Shefford, Sherbrooke, Stanstead, Temiscamingue, Terrebonne, Three-Rivers, Vaudreuil-Soulanges, Verchères, Westmount-St. George, Wolfe, Yamaska;

b. the police division of Quebec, with office in the city of Quebec, comprising

nant le territoire des districts électoraux de Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester, Duplessis, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Îles-de-la-Madeleine, Jonquière-Kénogami, Kamouraska, Lac-Saint-Jean, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Matapédia, Montmagny, Montmorency, Portneuf, Québec-Centre, Québec-Comté, Québec-Est, Québec-Ouest, Rimouski, Rivière-du-Loup, Roberval, Saguenay, Saint-Sauveur, Témiscouata.

Sous-divisions, etc.

"6. Le procureur général, sur la recommandation du directeur général de la Sûreté, peut établir des sous-divisions, sections et postes de police dans chacune des divisions de police de Montréal et de Québec, et peut aussi fixer les endroits où seront établis les bureaux de la Sûreté et les changer à discrétion.

"Services de la Sûreté

Effectif.

"7. Les titulaires des fonctions prévues à l'article 9 constituent l'effectif de la Sûreté; ils sont, dans toute la province, constables et agents de la paix et ils possèdent les pouvoirs, attributions et privilèges dont les constables et les agents de la paix sont investis par la loi.

"Direction et composition de la Sûreté

Application de la loi.

"8. Le procureur général est chargé de l'application de la présente loi et il a la Sûreté sous son autorité.

Composition de la Sûreté.

"9. La Sûreté se compose:
1° d'un officier désigné sous le titre de Directeur général de la Sûreté provinciale, qui commande et administre la Sûreté;

2° d'un officier chargé d'assister le directeur général dans l'exercice de ses fonctions, désigné sous le titre de directeur général adjoint de la Sûreté et qui, en cas d'absence ou d'incapacité d'agir du directeur général, exerce les fonctions de ce dernier;

3° de deux officiers respectivement en charge de chacune des divisions de police de Montréal et de Québec et désignés l'un

the territory of the electoral districts of Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester, Duplessis, Gaspé-North, Gaspé-South, Magdalen Islands, Jonquière-Kénogami, Kamouraska, Lake St. John, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Matapédia, Montmagny, Montmorency, Portneuf, Québec-Centre, Quebec County, Québec-East, Québec-West, Rimouski, Rivière-du-Loup, Roberval, Saguenay, St. Sauveur, Témiscouata.

"6. The Attorney-General, on the recommendation of the Director-General of the Police Force, may establish police sub-divisions, sections and posts in each of the police divisions of Montreal and Quebec, and may also fix the places where the offices of the Police Force shall be established, and change the same at will.

"Police Force Services

"7. The persons holding the appointments provided for in section 9 shall constitute the effectives of the Police Force; they shall be constables and peace officers in the entire Province and shall have all the powers, attributions and privileges assigned by law to constables and peace officers.

"Command and composition of the Police Force

"8. The Attorney-General is charged with the carrying out of this act and the Police Force shall be under his authority.

"9. The Police Force shall consist:
1. of an officer called the Director-General of the Provincial Police Force, who shall command and administer the Police Force;

2. of an officer to assist the Director-General in the performance of his duties, called the Deputy Director-General of the Police Force, who, in the absence or inability to act of the Director-General, shall perform the duties of the latter;

3. of two officers called assistant directors, each having charge of one of the police divisions of Montreal and Quebec;

et l'autre sous le titre d'assistant-directeur; le directeur général peut désigner l'un ou l'autre pour assumer temporairement ses fonctions si lui et son adjoint sont absents ou incapables d'agir;

4° d'officiers désignés sous les titres d'inspecteurs-chefs, inspecteurs et sous-inspecteurs, en nombre déterminé pour chaque catégorie par le lieutenant-gouverneur en conseil;

5° de sous-officiers désignés sous les titres de sergents-majors, sergents d'état-major, sergents et caporaux, en nombre déterminé pour chaque catégorie par le lieutenant-gouverneur en conseil;

6° des agents et des recrues, en nombre déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Directeur
général.

“10. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme le directeur général de la Sûreté et fixe sa résidence et son traitement.

Durée
d'office.

Le directeur général reste en fonctions durant bonne conduite jusqu'à l'âge de la retraite, mais lorsqu'il atteint cet âge, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, d'année en année, l'autoriser à continuer l'exercice de ses fonctions.

Démis-
sion.

Il peut être démis de ses fonctions par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur rapport à cet effet du juge en chef ou du juge en chef adjoint de la Cour supérieure, après enquête faite sur requête du procureur général.

Officiers.

“11. Les officiers de la Sûreté mentionnés aux paragraphes 2°, 3° et 4° de l'article 9 sont nommés, sur recommandation du directeur général, par le lieutenant-gouverneur en conseil qui détermine leur traitement suivant la classification et l'échelle des traitements prévues par les règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 27.

Sous-offi-
ciers et
agents.

“12. Le directeur général nomme les membres de la Sûreté mentionnés aux paragraphes 5° et 6° de l'article 9, mais ces nominations ne prennent effet qu'après avoir été approuvées par le procureur général. Ils reçoivent le traitement déterminé par la classification et l'échelle des

the Director-General may appoint either of them to carry out his duties if he and his deputy are absent or unable to act;

4. of officers called chief inspectors, inspectors and sub-inspectors, in the number determined for each rank by the Lieutenant-Governor in Council;

5. of non-commissioned officers called sergeant-majors, staff-sergeants, sergeants and corporals, in the number determined for each rank by the Lieutenant-Governor in Council;

6. of constables and recruits, in the number determined by the Lieutenant-Governor in Council.

“10. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint the Director-General of the Police Force and fix his place of residence and salary.

The Director-General shall remain in office during good behaviour, until the age of retirement, but when he reaches that age, the Lieutenant-Governor in Council may, from year to year, authorize him to continue to perform his duties.

He may be dismissed from his duties by the Lieutenant-Governor in Council on a report to that effect from the chief justice or associate chief justice of the Superior Court, after an inquiry made on the petition of the Attorney-General.

“11. The officers of the Police Force mentioned in paragraphs 2, 3 and 4 of section 9 shall be appointed, on the recommendation of the director-general, by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix their salaries in accordance with the classification and scale of salaries provided in the regulations made under paragraph *a* of section 27.

“12. The Director-General shall appoint the members of the Police Force mentioned in paragraphs 5 and 6 of section 9, but such appointments shall not take effect until after approval by the Attorney-General. Such members shall receive the salaries determined by the

traitements des membres de la Sûreté.

classification and scale of salaries for members of the Police Force.

Fonctionnaires.

"13. Les fonctionnaires requis pour l'administration et le fonctionnement de la Sûreté sont nommés et rémunérés suivant les dispositions de la Loi du service civil.

"13. The functionaries required for the administration and functioning of the Police Force shall be appointed and remunerated in accordance with the provisions of the Civil Service Act.

Traitements.

Les traitements de ces fonctionnaires sont considérés comme des dépenses de la Sûreté et sont payés conformément aux dispositions de l'article 20.

The salaries of such functionaries shall be deemed expenses of the Police Force and paid in conformity with the provisions of section 20.

Commandement.

"14. Les membres de la Sûreté et les fonctionnaires nommés en vertu de l'article 13 sont sous les ordres du directeur général.

"14. The members of the Police Force and the functionaries appointed under section 13 shall be under the orders of the Director-General.

"Conditions d'admission dans la Sûreté

"Conditions of admission to the Police Force

Qualités requises.

"15. Pour devenir membre de la Sûreté, il faut

"15. To become a member of the Police Force, one must

a) être citoyen canadien;
b) être de bonnes mœurs;
c) être exempt de toute condamnation pour acte criminel punissable sur acte d'accusation;

a. be a Canadian citizen;
b. be of good moral character;
c. not have been convicted of a criminal offence punishable upon indictment;

d) posséder une instruction suffisante pour l'exercice de ses fonctions;

d. have sufficient education for the performance of his duties;

e) avoir subi avec succès un examen de santé devant le médecin de la Sûreté ou un autre médecin désigné par le procureur général; et

e. have successfully undergone a health examination before the physician of the Police Force or another physician selected by the Attorney-General; and

f) avoir satisfait aux autres conditions d'admission déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu du paragraphe c de l'article 28.

f. have complied with the other conditions of admission determined by the Lieutenant-Governor in Council under paragraph c of section 28.

Serments.

"16. Tout membre de la Sûreté doit, avant d'entrer en fonctions, prêter un serment d'allégeance et les serments d'office et de discrétion prévus aux annexes A et B de la Loi du service civil.

"16. Every member of the Police Force, before entering on his duties, must take an oath of allegiance and the oaths of office and secrecy provided in schedules A and B of the Civil Service Act.

Idem.

Le directeur général prête ces serments devant un juge des sessions ou un juge de district, et le directeur général adjoint et les assistants-directeurs les prêtent devant le directeur général. Les autres membres de la Sûreté les prêtent devant le directeur général, le directeur général adjoint ou l'un des deux assistants-directeurs.

The Director-General shall take such oaths before a judge of the sessions or a district judge and the Deputy Director-General and the assistant Directors shall take them before the Director-General. The other members of the Police Force shall take them before the Director-General, the Deputy Director-General or one of the two assistant directors.

"Pouvoirs spéciaux"

"Special powers"

Juges de
paix.

"17. Le directeur général, le directeur général adjoint et les deux assistants-directeurs sont d'office et, sans autre formalité, juges de paix avec juridiction dans la province.

"17. The Director-General, the Deputy Director-General and both assistant directors shall be, *ex officio* and without other formality, justices of the peace with jurisdiction throughout the Province.

Enquêtes.

"18. Le directeur général peut, à sa discrétion, enquêter sur la conduite des membres de la Sûreté.

"18. The Director-General, in his discretion, may make inquiries into the conduct of the members of the Police Force.

Déléga-
tion de
pouvoirs.

A ces fins, il peut déléguer ses pouvoirs à son adjoint ou à tout autre officier de la Sûreté qu'il désigne.

For such purpose, he may delegate his powers to his deputy or any other officer of the Police Force whom he may appoint.

Pouvoirs.

Pour ces enquêtes, le directeur général, son adjoint et tout officier ainsi désigné possèdent les pouvoirs d'un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête (chap. 9).

For such inquiries, the Director-General, his deputy or any officer so appointed shall have the powers of a commissioner appointed under the Public Inquiry Commission Act (chap. 9).

Fonctions
prohibées.

"19. Aucun des membres de la Sûreté n'est habile à agir comme juré, fonctionnaire ou membre d'un conseil municipal ou d'une commission scolaire.

"19. No member of the Police Force shall be qualified to act as a juror or as an official or member of a municipal council or school board.

Dépenses.

"20. Les dépenses occasionnées pour l'organisation et le fonctionnement de la Sûreté et pour l'application de la présente loi sont payées sur les deniers votés annuellement à cette fin par la Législature.

"20. The expenditure incurred for the organizing and functioning of the Police Force and for the carrying out of this act shall be paid out of the sums voted annually for such purpose by the Legislature.

Avis de
poursuite.

"21. Toute poursuite dirigée contre un membre de la Sûreté, par suite d'un acte qu'il a accompli ou d'une plainte qu'il a portée ès-qualité, doit être précédée d'un avis d'au moins trente jours, donné par écrit au défendeur et au procureur général.

"21. Every action against a member of the Police Force, by reason of an act done by him or a complaint lodged by him in his official capacity, must be preceded by a written notice of at least thirty days to the defendant and the Attorney-General.

Prescrip-
tion, etc.

Cette poursuite doit être intentée dans le district judiciaire où l'acte a été accompli ou la plainte logée et elle se prescrit par six mois.

Such action must be instituted in the judicial district where the act was done or the complaint lodged, and shall be prescribed by six months.

Preuve de
nomina-
tion.

"22. La commune renommée est une preuve suffisante de la nomination d'un membre de la Sûreté et de son droit d'agir en cette qualité, sans qu'il soit nécessaire de prouver sa nomination ou son droit d'agir.

"22. Common repute shall be sufficient proof of the appointment of any member of the Police Force and of his right to act in that capacity, without the necessity of establishing his appointment or his right to act.

Idem.

Lorsqu'un membre de la Sûreté a porté ès-qualité une plainte, il n'est pas tenu de prouver qu'il en avait l'autorisation.

When a member of the Police Force has lodged a complaint in his official capacity, he shall not be required to prove that he was authorized to do so.

Sanctions. "23. Le directeur général peut, pour cause et suivant les sanctions prescrites par les règlements adoptés en vertu de l'article 28, suspendre ou punir tout membre de la Sûreté. Dans le cas de suspension il doit en notifier sans délai le procureur général.

Congédiements. Il peut aussi congédier, pour cause, notwithstanding l'existence d'un contrat d'engagement, tout membre de la Sûreté mentionné aux paragraphes 5° et 6° de l'article 9, mais le congédiement ne prend effet qu'après avoir été approuvé par le procureur général.

Avis de démission. "24. Sous réserve des conditions de son contrat d'engagement, tout membre de la Sûreté qui désire quitter son emploi doit donner au directeur général un avis de trente jours.

Remise d'effets. Il doit, à l'expiration de ce délai, remettre au directeur général les uniformes, insignes, armes, pièces d'identité et tous autres effets en sa possession appartenant à la Sûreté. Toute infraction au présent article rend le contrevenant passible, sur poursuite sommaire intentée par une personne autorisée à cette fin par le procureur général, en outre des frais, d'une amende de cent à deux cents dollars et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de trente jours.

Infraction et peine. "25. Toute personne qui porte un uniforme ou utilise un insigne semblable, en tout ou en partie, à l'uniforme ou à un insigne de la Sûreté, commet une infraction à la présente loi et est passible, en outre des frais, sur poursuite sommaire intentée par une personne autorisée à cette fin par le procureur général, d'une amende de cinquante à cent dollars et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de trente jours.

École d'entraînement. "26. Une école d'entraînement des recrues et des autres membres de la Sûreté, désignée sous le titre d'*École de police du Québec*, sera établie à Montréal et sera soumise à l'autorité du directeur général.

Corps municipaux. Elle pourra servir à l'entraînement des corps policiers municipaux, aux conditions établies entre le procureur général et les

"23. The Director-General, for cause and in accordance with the penalties prescribed in the regulations made under section 28, may suspend or punish any member of the Police Force. In the case of suspension, he shall forthwith notify the Attorney-General thereof.

He may also dismiss, for cause and notwithstanding the existence of a contract of employment, any member of the Police Force mentioned in paragraphs 5 and 6 of section 9, but such dismissal shall not take effect until approved by the Attorney-General.

"24. Subject to the conditions of his contract of employment, any member of the Police Force who wishes to terminate his employment must give thirty days' notice to the Director-General.

At the end of such delay, he must surrender to the Director-General the uniforms, badges, arms, identification papers and other articles in his possession and belonging to the Police Force. Any infringement of this section shall render the offender liable, upon summary prosecution instituted by any person authorized for that purpose by the Attorney-General, in addition to the costs, to a fine of one hundred to two hundred dollars and, in default of payment of the fine and costs, to imprisonment for thirty days.

"25. Any person wearing a uniform or using a badge similar, in whole or in part, to the uniform or any badge of the Police Force shall be guilty of an offence under this act and liable, in addition to the costs, upon summary prosecution instituted by any person authorized for that purpose by the Attorney-General, to a fine of fifty to one hundred dollars and, in default of payment of the fine and costs, to imprisonment for thirty days.

"26. A training school for recruits and other members of the Police Force, called the *Quebec Police School*, shall be established at Montreal and shall be subject to the authority of the Director-General.

Such school may be used for the training of municipal police forces, on such conditions as are agreed upon be-

corporations municipales intéressées.

tween the Attorney-General and the municipal corporations concerned.

Règlementation par Lt-G. en Conseil.

"27. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour :

- a) pourvoir à la classification et à l'échelle des traitements des membres de la Sûreté mentionnés aux paragraphes 2°, 3°, 4°, 5° et 6° de l'article 9;
- b) modifier les limites des divisions de police prévues à l'article 5;
- c) pourvoir au paiement de frais médicaux pour les membres de la Sûreté.

"27. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to :

- a. provide for the classification and scale of salaries of the members of the Police Force mentioned in paragraphs 2, 3, 4, 5 and 6 of section 9;
- b. change the limits of the police divisions provided for in section 5;
- c. provide for the payment of medical expenses for members of the Police Force.

Id., par procureur-général.

"28. Le procureur général peut, sur la recommandation du directeur général, adopter des règlements pour :

- a) assurer la direction, la discipline, la régie interne, la bonne administration et l'efficacité de la Sûreté;
- b) prévoir des sanctions pour infraction aux règlements prévus au paragraphe a du présent article;
- c) déterminer l'âge prescrit et les qualités requises pour être admis dans la Sûreté;
- d) décrire les conditions d'entraînement des membres de la Sûreté;
- e) obliger tout agent nommé en vertu de la présente loi à signer, avec le directeur général, un contrat d'engagement pour une période n'excédant pas trois ans.

"28. The Attorney-General, on the recommendation of the Director-General, may make regulations to :

- a. ensure the direction, discipline, internal government, proper administration and efficiency of the Police Force;
- b. provide penalties for contravention of the regulations provided for in paragraph a of this section;
- c. determine the prescribed age and qualifications for admission to the Police Force;
- d. define standards of training for members of the Police Force;
- e. compel any constable appointed under this act to sign, with the director-general, a contract of employment for a period not exceeding three years.

Quartiers généraux.

"29. Les quartiers généraux de la Sûreté sont à Montréal, mais ils peuvent être fixés ailleurs par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"29. The headquarters of the Police Force shall be at Montreal, but it may be established elsewhere by the Lieutenant-Governor in Council.

Autres emplois prohibés.

"30. Tout membre de la Sûreté doit consacrer tout son temps à l'exercice de ses fonctions. Il ne peut remplir aucun autre emploi ou se livrer, directement ou indirectement, à aucun commerce.

"30. Every member of the Police Force shall devote all his time to the performance of his duties. He shall not hold any other employment or engage, directly or indirectly, in any commercial activity.

"Sécurité et retraite

"Security and retirement

Loi des accidents du travail applicable.

"31. Les membres de la Sûreté mentionnés à l'article 9 sont régis par la Loi des accidents du travail, sous réserve de l'article 32.

"31. The members of the Police Force mentioned in section 9 shall be governed by the Workmen's Compensation Act, subject to section 32.

Idem.

Pour les fins du présent article et de l'article 32, la Sûreté est un employeur faisant partie de la cédule II de la Loi des accidents du travail.

For the purposes of this section and section 32, the Police Force shall be an employer covered by schedule II of the Workmen's Compensation Act.

Compensations
spéciales.

"32. Au cas d'incapacité totale et permanente ou de décès d'un membre de la Sûreté par le fait où à l'occasion du travail, les compensations suivantes tiennent lieu, dans les cas ci-après énumérés, de celles prévues à la Loi des accidents du travail et de la pension ou demi-pension ou du remboursement de contributions payable en vertu de la Loi des pensions.

Incapacité
totale et
perma-
nente.

Au cas d'incapacité totale et permanente: une rente annuelle égale aux quatre cinquièmes du traitement que le membre de la Sûreté recevait à la date de l'accident.

Décès.

Au cas de décès:

a) lorsqu'une veuve est le seul dépendant, une rente annuelle égale à la moitié du traitement que le défunt recevait au moment de son décès;

b) lorsque les dépendants sont une veuve et des enfants, une rente annuelle égale à la moitié du traitement que le défunt recevait au moment de son décès et une rente mensuelle additionnelle de douze dollars pour chaque enfant âgé de moins de dix-huit ans;

c) lorsque les dépendants sont des enfants, ou lorsque la veuve décède ou se remarie, une rente mensuelle de cinquante dollars à chaque enfant âgé de moins de dix-huit ans.

Limite.

La rente annuelle et les rentes mensuelles prévues au paragraphe b et les rentes mensuelles prévues au paragraphe c ne doivent, en aucun cas, excéder en totalité les deux tiers du traitement que recevait la victime au moment de l'accident.

Incessi-
bilité, etc.

Les rentes prévues au présent article sont incessibles et insaisissables et sont payables par versements mensuels.

Rente à la
veuve.

La rente annuelle à la veuve n'est payable que pendant viduité. Cependant, si elle se remarie, il lui est payé une compensation égale à la moitié du traitement annuel que recevait la victime au moment de l'accident.

Pensions.

"33. La section III de la Loi des pensions (chap. 13) s'applique aux membres de la Sûreté, sous réserve des dispositions d'exception suivantes:

a) la retraite avec pension est accordée à tout membre de la Sûreté qui, après vingt-

"32. In case of the total and permanent disability or of the death of a member of the Police Force arising out of or in the course of his work, the following compensations shall replace, in the cases hereinafter enumerated, those provided for in the Workmen's Compensation Act and the pension or half-pension or return of contributions payable under the Pension Act.

Special
compensa-
tions.

In the case of total and permanent disability: an annuity equal to four-fifths of the salary that the member of the Police Force was receiving on the day of the accident;

In the case of death:

Total per-
manent
disability.

a. where the widow is the sole dependant, an annuity equal to one-half of the salary that the deceased was receiving when he died;

b. where the dependants are a widow and one or more children, an annuity equal to one-half of the salary that the deceased was receiving when he died, with an additional monthly payment of twelve dollars for each child under eighteen years of age;

c. where the dependants are children or the widow dies or remarries, a monthly payment of fifty dollars to each child under eighteen years of age.

The annuity and monthly payments provided for in paragraph b and the monthly payments provided for in paragraph c shall in no case exceed in all two-thirds of the salary that the victim was receiving when the accident occurred.

Limita-
tion.

The annuities and payments provided for in this section shall be untransferable and unseizable and shall be payable in monthly instalments.

Payments
untrans-
ferable,
etc.

The annuity to the widow shall be payable during her widowhood only. Nevertheless if she remarries, she shall receive a compensation equal to one-half of the annual salary that the victim was receiving when the accident occurred.

Widow's
annuity.

"33. Division III of the Pension Act (chap. 13) shall apply to the members of the Police Force, subject to the following exceptional provisions:

Pensions.

a. retirement with pension shall be granted to any member of the Police

cinq ans de service, en fait la demande et donne sa démission;

b) la retraite avec pension est obligatoire pour tout membre de la Sûreté qui atteint trente-cinq ans de service;

c) la retraite avec pension est obligatoire à soixante-cinq ans pour les officiers de la Sûreté; elle est obligatoire à soixante-deux ans pour les sergents-majors, les sergents d'état-major et les sergents; elle est obligatoire à soixante ans pour les caporaux et les agents.

Retraite.
différée.

"34. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par exception, sur la recommandation du directeur général, autoriser, d'année en année, tout membre de la Sûreté pour lequel la retraite est obligatoire à soixante-cinq ans ou à soixante-deux ans, à continuer l'exercice de ses fonctions."

S.R.,
c. 11, a. 3,
am.

2. L'article 3 de la Loi du service civil (Statuts refondus, 1941, chapitre 11) est modifié en remplaçant le paragraphe 6° par le suivant:

"6° les fonctionnaires nommés en vertu de l'article 13 de la Loi de la Sûreté provinciale;"

S.R.,
c. 13,
a. 45, am.

3. L'article 45 de la Loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13) est modifié en y ajoutant, après le paragraphe 8°, le suivant:

"9° les membres de la Sûreté mentionnés à l'article 9 de la Loi de la Sûreté provinciale."

Interpré-
tation.

4. Dans toute loi ou proclamation, tout arrêté en conseil, contrat ou document concernant les matières visées à l'article 1, l'expression

a) "Loi de la Sûreté Provinciale et de la Police des liqueurs" désigne la Loi de la Sûreté provinciale;

b) "La Sûreté provinciale de Québec", "la Police des liqueurs", "la police judiciaire", "la gendarmerie", ou "La police de la route" désigne la Sûreté provinciale du Québec;

c) "district de police" ou "sous-district de police" veut dire "division de police" ou "sous-division de police", suivant le cas;

Force who, after twenty-five years of service, applies therefor and resigns;

b. retirement with pension shall be compulsory for any member of the Police Force who has attained thirty-five years of service;

c. retirement with pension shall be compulsory at the age of sixty-five years for officers of the Police Force; it shall be compulsory at the age of sixty-two years for sergeant-majors, staff sergeants and sergeants; it shall be compulsory at the age of sixty years for corporals and constables.

"34. The Lieutenant-Governor in Council, by way of exception and on the recommendation of the Director-General, may authorize, from year to year, any member of the Police Force for whom retirement is compulsory at the age of sixty-five years or sixty-two years to continue to perform his duties."

Deferred
retire-
ment.

2. Section 3 of the Civil Service Act (Revised Statutes, 1941, chapter 11) is amended by replacing paragraph 6 by the following:

"6. the functionaries appointed under section 13 of the Provincial Police Force Act;"

R.S.,
c. 11, s. 3,
am.

3. Section 45 of the Pension Act (Revised Statutes, 1941, chapter 13) is amended by adding, after paragraph 8, the following:

"9. the members of the Police Force mentioned in section 9 of the Provincial Police Force Act."

R.S.,
c. 13,
s. 45, am.

4. In any act or proclamation, order-in-council, contract or document respecting the matters mentioned in section 1, the expression

a. "Act respecting the Provincial Police Force and the Liquor Police Force" means the Provincial Police Force Act;

b. "Quebec Provincial Police", "Liquor Police", "judicial police", "constabulary force", or "highway police" means the Quebec Provincial Police Force;

c. "police district" or "police sub-district" means "police division" or "police subdivision", as the case may be;

Interpre-
tation.

d) "officier de la Sûreté" ou "officier de la Police des liqueurs" désigne l'un des officiers, sous-officiers ou agents visés à l'article 9 de la Loi de la Sûreté provinciale;

e) "directeur de la Sûreté provinciale" ou "adjoint du directeur de la Sûreté provinciale" désigne le directeur général de la Sûreté provinciale ou le directeur général adjoint de la Sûreté provinciale, suivant le cas;

f) "directeur de la Police des liqueurs à Québec" ou "directeur de la Police des liqueurs à Montréal" désigne l'assistant-directeur en charge de la division de police à Québec ou à Montréal, suivant le cas.

d. "officer of the Provincial Police Force" or "Liquor Police officer" means any of the officers, non-commissioned officers or constables referred to in section 9 of the Provincial Police Force Act;

e. "Director of the Provincial Police Force" or "Deputy-Director of the Provincial Police Force" means the director-general of the Provincial Police Force or the deputy director-general of the Provincial Police Force, as the case may be;

f. "Director of the Liquor Police at Québec" or "director of the Liquor Police at Montreal" means the assistant-director in charge of the Québec or the Montreal police division, as the case may be.

Police des
liqueurs,
abolie.

5. A compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, le corps de police constitué sous le nom de "Police des liqueurs", en vertu de l'article 29 du chapitre 47 des Statuts refondus, 1941, est aboli.

Membres
continues
en fonc-
tions.

Les membres actuels de la Sûreté provinciale de Québec et de la Police des liqueurs restent en fonctions, sous les mêmes titres et avec les mêmes traitements, et continuent d'être régis par les dispositions actuelles de la Loi des pensions, jusqu'à ce qu'ils aient été intégrés dans la nouvelle classification adoptée par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu du paragraphe a de l'article 27 de la Loi de la Sûreté provinciale.

Retraite
obligatoi-
re différée
en cer-
tains cas.

Tout membre actuel de la Sûreté provinciale ou de la Police des liqueurs auquel, en raison de son âge, les dispositions de l'article 33 de la Loi de la Sûreté provinciale relatives à la retraite obligatoire sont susceptibles de s'appliquer avant le premier décembre 1961 ne sera régi par cet article qu'à la date que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil.

Id., chan-
gement
d'emploi.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut différer la retraite obligatoire de tout membre actuel de la Sûreté provinciale ou de la Police des liqueurs en l'affectant à un autre emploi compatible avec ses aptitudes et son état de santé; dans ce cas, celui-ci continue à être régi par les dispositions actuelles de la Loi des pensions, que les fonctions qui lui sont attribuées relèvent ou non de cette loi.

5. From the coming into force of this act, the police force constituted by the name of "Liquor Police", under section 29 of chapter 47 of the Revised Statutes, 1941, is abolished.

Liquor
Police
abolished.

The present members of the Quebec Provincial Police Force and of the Liquor Police shall remain in office, with the same titles and salaries, and shall continue to be governed by the present provisions of the Pension Act, until they have been integrated in the new classification adopted by the Lieutenant-Governor in Council under paragraph a of section 27 of the Provincial Police Force Act.

Continui-
ty of em-
ployment.

Any present member of the Provincial Police Force or of the Liquor Police to whom, by reason of his age, the provisions of section 33 of the Provincial Police Force Act respecting compulsory retirement would be applicable before the 1st of December 1961, shall not be subject to that section until such date as the Lieutenant-Governor in Council shall determine.

Compul-
sory re-
tirement
deferred
in certain
cases.

The Lieutenant-Governor in Council may defer the compulsory retirement of any present member of the Provincial Police Force or of the Liquor Police, by assigning such member to some other employment consistent with his qualifications and the state of his health; in such case, the member shall continue to be subject to the present provisions of the Pension Act, whether or not the duties assigned to him are governed thereby.

Id., chan-
gement
of du-
ties.

Fonctions
conti-
nuées.

Les fonctionnaires faisant partie du personnel de la Sûreté provinciale et de la Police des liqueurs, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, restent en fonctions avec les mêmes titres et traitements comme s'ils étaient nommés en vertu de l'article 13 de la Loi de la Sûreté provinciale.

The functionaries who are members of the personnel of the Provincial Police Force and of the Liquor Police at the coming into force of this act, shall remain in office with the same titles and salaries as if they were appointed under section 13 of the Provincial Police Force Act.

Continui-
ty of em-
ployment.

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

6. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.